Neerlegging-Dépôt: 28/02/2012
Regist.-Enregistr.: 20/03/2012
N°: 108986/CO/329.02

Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne [SCP 329.02]

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 DECEMBRE 2011 FIXANT LES CONDITIONS DE REMUNERATION A PARTIR DU 1ER JANVIER 2012 POUR CERTAINS SECTEURS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL DEPENDANT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE : ATELIERS DE PRODUCTION, BIBLIOTHEQUES, CENTRES CULTURELS, CENTRES DE JEUNES, ÉDUCATION PERMANENTE, FEDERATIONS SPORTIVES, LA MEDIATHEQUE, ORGANISATIONS DE JEUNESSE, TELEVISIONS LOCALES

CHAPITRE IER : CHAMP D'APPLICATION

Article 1er .

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 1921, de l'arrêté royal du 4 avril 1925, de l'arrêté royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en

Communauté française et le décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives francophones;

- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs couverts par le champ d'application de la convention collective de travail du 1er juillet 2002[1] définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la commission paritaire pour le secteur socio-culturel (Région de Bruxelles-Capitale) et de la convention collective de travail du 16 septembre 2002[2] définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne.

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins.

Dans la présente convention, par "barème de référence", il faut entendre le barème tel que déterminé par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée (Région wallonne).

CHAPITRE II : REMUNERATIONS

Art. 2.

Sans préjudice des dispositions de l'article 11, les rémunérations minimales par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, sont basées à partir du 1er janvier 2012, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Ces barèmes sont une base minimale.

Art. 3.

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la convention collective de travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

[1] Numéro d'enregistrement : 64812

[2] Numéro d'enregistrement : 64571

C

Art. 4.

L'ancienneté qui est prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs est l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

Art. 5.

Par dérogation à l'article 4, la neutralisation de l'ancienneté opérée le 1er janvier 2003 pour certains travailleurs, du fait de leur requalification comme travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi, est supprimée à partir du 1er janvier 2008 pour autant que le coût salarial découlant de cette suppression puisse être couvert par les montants de subvention restant à affecter à l'augmentation de la masse salariale en application du chapitre III de la présente convention.

L'affectation des moyens supplémentaire en vue de financer cette suppression de neutralisation s'opère après l'application des barèmes prévus à l'article 2, prioritairement et de façon récurrente, à toute autre augmentation de la masse salariale en application du chapitre III de la présente convention.

En cas d'insuffisance de moyens supplémentaires pour financer le coût salarial de cette suppression de neutralisation, les travailleurs qui ont vu leur ancienneté neutralisée le 1er janvier 2003, du fait de leur requalification comme travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi, voient cette neutralisation maintenue.

Art. 6.

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

CHAPITRE III : AFFECTATION

Art. 7.

§ 1er. Sans préjudice des dispositions des articles 5 et 11, et considérant, à la date de la conclusion de la présente convention, l'absence de visibilité à moyen et long termes en matière de financement dans le cadre du décret sur l'emploi, les employeurs s'engagent à affecter les moyens supplémentaires versés pour 2012 par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non-marchand du 19 septembre 2011 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations, à concurrence du coût de la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée (Région wallonne), charges patronales comprises.

Pour les accords du non-marchand conclus après le 1er janvier 2012, à la condition que figurent dans ceux-ci une mesure visant l'harmonisation barémique, les employeurs s'engagent à affecter les moyens supplémentaires qui y seraient dédiés à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations, à concurrence du coût visé à l'alinéa précédent.

L'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations doit être répartie de façon équitable entre les travailleurs.

L'affectation des sommes ne peut pas porter sur des sommes découlant de l'octroi d'avantages qui préexistaient à l'application de la convention collective de travail du 15 décembre 2003 fixant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française, sauf pour la part de ceux-ci qui découle de l'évolution des barèmes, ou de

l'affectation des moyens supplémentaires, en application des conventions collectives de travail du 15 décembre 2003, du 3 juin 2005, du 10 mars 2006, du 5 octobre 2006, du 26 novembre 2007, du 15 décembre 2008, de la présente convention collective de travail fixant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française, ainsi qu'en application des conventions ultérieures de même nature exécutant l'accord du non marchand.

Sauf si un accord est ou a été pris dans l'entreprise à ce propos au sein du conseil d'entreprise, avec la délégation syndicale ou, à défaut d'existence de ces organes, par convention collective de travail, les avantages octroyés qui ne sont pas soumis au paiement de cotisations de sécurité sociale n'entrent pas en ligne de compte dans la masse salariale telle qu'évoquée dans cet article.

§ 2. Au cas où la masse salariale annuelle, rapportée à chacun des travailleurs, est égale ou supérieure à la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée, le §1er de cet article ne s'applique pas.

§ 3. L'employeur communique à chaque travailleur un document comprenant, pour l'année 2012, les données ci-dessous, au plus tard à la fin du mois qui suit la communication à l'association par l'administration de la Communauté française de la notification conforme de l'ensemble des subventions dues en vertu du Décret du 24 octobre 2008, MB 12 novembre 2008, relatif à l'emploi socio-culturel.

1. Détermination de la somme à affecter dans l'association en 2012
   1.1. <u>Moyens supplémentaires</u> à ceux de 2011 obtenus pour la période 2012 en vertu du Décret de la Communauté française du 24 octobre 2008, relatif à l'emploi du secteur socio-culturel. Il s'agit de la différence entre :
      - les subventions proméritées en fonction
        - du nombre d' « emplois subventionnés » ou « permanents » ou « bibliothécaires gradués » rapporté en équivalents temps-plein, tel que pris en compte par la Communauté française en 2012,
        - le cas échéant, du nombre d'emploi « ex-FBIE » rapporté en équivalents temps-plein tel que pris en compte par la Communauté française en 2012
        - et en fonction du nombre total d'emplois de l'association tel que repris dans le cadastre établi par la Communauté française et donnant lieu à une subvention supplémentaire
      - et les subventions proméritées dans le même cadre en 2011, déduction faite des subventions dédiées au financement de la prime exceptionnelle visée par la convention collective de travail du 17-10-2011 instaurant une prime exceptionnelle aux travailleurs en exécution de l'accord non marchand 2010-2011 du 19-09-2011 en Communauté française pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française (n° d'enregistrement : 106913).
   1.2. <u>Masse salariale découlant de l'application de la convention collective de travail du 15 décembre 2008</u> avant toute affectation qui aurait été opérée en

vertu de l'article 7 (A) : il s'agit de la somme des rémunérations 2011 et des cotisations patronales correspondantes dues en 2011 sur base de la convention collective de travail fixant les barèmes pour la période 2011, mais en soustrayant les sommes consacrées à l'affectation opérée, le cas échéant, en 2011 ainsi que les montants dévolus au paiement des primes exceptionnelles visées par la convention collective de travail du 17-10-2011 instaurant une prime exceptionnelle aux travailleurs en exécution de l'accord non marchand 2010-2011 du 19-09-2011 en Communauté française pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française (n° d'enregistrement : 106913).

1.3. Masse salariale découlant de l'application de la présente convention collective de travail pour la période 2012 avant toute affectation qui devrait être opérée en vertu de l'article 7 (B) : il s'agit de la somme des rémunérations 2012 et des cotisations patronales correspondantes dues en 2012 sur base de la présente convention collective de travail, y compris la régularisation due sur base de la présente CCT, mais non comprises les sommes consacrées à l'affectation éventuellement opérée en 2011.

1.4. Coût de l'augmentation des barèmes pour la période 2012
Il s'agit de la différence entre B et A.

1.5. Affectation découlant des années précédentes
Il s'agit des montants résultant du dispositif d'affectation des périodes précédentes.

1.6. Somme plafonnée à affecter découlant de la période 2012
La somme disponible pour l'affectation est égale aux moyens supplémentaires (1.1) additionnés des sommes découlant de l'affectation opérée les années précédentes (1.5), déduction faite du coût de la régularisation des barèmes (1.4) en tenant compte du plafond d'application de l'affectation, tel que prévu à l'article 7, §2, de la présente convention.

2. Méthode d'affectation

Pour autant qu'une somme soit disponible pour l'affectation, il s'agit d'une description de la façon dont la somme déterminée au 1.6 est répartie équitablement entre les travailleurs de l'association.

Ces données sont communiquées à la délégation syndicale, au conseil d'entreprise ou au comité pour la prévention et la protection au travail.

Pour la détermination de la somme à affecter dans l'association en 2012, l'employeur peut communiquer ces informations suivant une autre méthode de calcul pour autant que celle-ci permette d'identifier la somme à affecter et d'assurer une information transparente sur les moyens supplémentaires ainsi que sur la masse salariale et son évolution.

Le montant dévolu à chaque travailleur est indiqué sur sa fiche de paie et fait l'objet d'une note de calcul au moment de la liquidation.

Cette procédure de publicité s'applique d'année en année en prenant en compte l'année de subventionnement (par exemple 2012 dans le point 1 ci-dessus) par rapport à l'année qui précède (par exemple 2011 dans le point 1 ci-dessus).

Art. 8.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, le montant minimum de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

La partie forfaitaire est fixée conformément à l'article 5, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.

La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération due au travailleur pour le mois d'octobre de l'année considérée, multipliée par 12. Si le travailleur n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime de fin d'année, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rémunération pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Pour les travailleurs à temps partiel, le montant de la partie forfaitaire est calculé au prorata de leur régime de travail.

Art. 9.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, la période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1er janvier au 30 septembre.

Lorsque le travailleur n'a pas été occupé, chez le même employeur, durant toute la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé proportionnellement au nombre de jours d'occupation dans l'entreprise pendant la période de référence.

En outre, le montant de la prime est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles résultant de l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de vacances annuelles, de jours fériés légaux, de petits chômages, de maladie professionnelle, d'accident de travail et de repos d'accouchement, de congé parental et de périodes de maladie ou d'accident, couvertes par un salaire garanti.

CHAPITRE IV : LIAISON DES BAREMES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Art. 10.

Sans préjudice de l'application aux rémunérations de la convention collective de travail du 20 mars 1997 relative à la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation, les barèmes visés à l'annexe 1 sont liés à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la convention collective de travail du 20 mars 1997 précitée, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 14 septembre 1997.

L'indice pivot pour l'annexe 1 est 114,97 (base 2004 = 100).

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement

éventuel des masses salariales annuelles doit, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente convention collective de travail, être discuté par le conseil d'entreprise ou, à défaut, convenu en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale ou, à défaut, convenu dans une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

CHAPITRE VI : LIQUIDATION DES AVANTAGES

Art. 12.

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente convention collective de travail pour la période 2012, en vertu de l'article 2 (annexe 1) seront liquidés aux travailleurs, dès le 1er janvier 2012 et que les sommes prévues à l'article 7 de la présente convention seront liquidées, le cas échéant, au plus tard dans les deux mois qui suivent la liquidation du solde des subventions y afférant par les administrations concernées.

CHAPITRE VII : DUREE DE VALIDITE

Art. 13.

La convention collective de travail du 15 décembre 2008 fixant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales est remplacée par la présente convention collective de travail.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2012 pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire.

ANNEXES

ANNEXE 1

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest (PSC 329.02)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 DECEMBER 2011 TOT VASTSTELLING VAN DE LOONVOORWAARDEN VANAF 1 JANUARI 2012 VOOR SOMMIGE SECTOREN VAN HET PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR DIE AFHANGEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP : PRODUCTIEATELIERS, BIBLIOTHEKEN, CULTURELE CENTRA, JONGERENCENTRA, PERMANENTE OPVOEDING, SPORTFEDERATIES, "LA MÉDIATHÈQUE", JONGERENORGANISATIES, LOKALE TELEVISIES

HOOFDSTUK I : TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest en die behoren tot een van de volgende erkennings- en/of subsidiëringsregimes en hun werknemers :

- productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franstalige Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van de Executieve van de Franstalige Gemeenschap van 23 februari 2000 tot erkenning van de vzw "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;

- bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken ;

- culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra ;

- jeugdhuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties;

- organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 september 1921, het koninklijk besluit van 4 april 1925, het koninklijk besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

- - sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap en het decreet van 30 maart 2007 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiËring van een vereniging van Franstalige sportfederaties ;

- La Médiathèque, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 7 april 1971 ;

- Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de erkennings- en toekenningsvoorwaarden van subsidies aan de jeugdorganisaties;

- lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die betrokken zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002[1] tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002[2] tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest.
Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan.
In deze overeenkomst moet onder "referteloonschaal" de loonschaal worden verstaan zoals bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 (Waals Gewest).

HOOFDSTUK II : LONEN

Art. 2.
Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 11, zijn de minimumlonen per voltijds tewerkgestelde personeelscategorie zoals omschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de functieclassificatie voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : productieateliers, bibliotheken, culturele centra, jongerencentra, permanente opvoeding, sportfederaties, "La Médiathèque", jeugdorganisaties, lokale televisies vanaf 1 januari 2012 gebaseerd op de loonschalen opgenomen als bijlage 1 die integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst.
Deze loonschalen zijn een minimumbasis.

Art. 3.
De deeltijds tewerkgestelde werknemer moet, voor eenzelfde werk of een werk van dezelfde waarde, een loon ontvangen dat in verhouding staat tot dat van een voltijds tewerkgesteld werknemer, en dit overeenkomstig artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht inzake deeltijdse arbeid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981).

---

[1] Registratienummer : 64812
[2] Registratienummer : 64571

Art. 4.
De anciënniteit die in rekening genomen wordt om het loon van de werknemers te bepalen is de anciënniteit erkend in de arbeidsovereenkomst en, minimaal, de anciënniteit in de vereniging.

Art. 5.
In afwijking van artikel 4 wordt voor de werknemers wier anciënniteit werd geneutraliseerd op 1 januari 2003 wegens hun herkwalificatie als werknemer tewerkgesteld in het kader van de programma's ter bevordering van de tewerkstelling deze neutralisatie opgeheven vanaf 1 januari 2008 voor zover de uit die opheffing voortvloeiende loonkost kan gedekt worden door de subsidiebedragen die nog aan de verhoging van de loonmassa in toepassing van hoofdstuk III van deze overeenkomst moeten toegewezen worden.
De toewijzing van bijkomende middelen om genoemde opheffing van de neutralisatie te bekostigen gebeurt na toepassing van de in artikel 2 bepaalde loonschalen, bij voorrang en terugkerend, op elke andere verhoging van de loonmassa in toepassing van hoofdstuk III van deze overeenkomst.
In geval van ontoereikende bijkomende middelen om de loonkosten te financieren van deze opheffing van neutralisatie, wordt voor de werknemers wier anciënniteit werd geneutraliseerd op 1 januari 2003, wegens hun herkwalificatie als werknemer tewerkgesteld in het kader van de programma's ter bevordering van de tewerkstelling deze neutralisatie behouden.

Art. 6.
De aanpassingen van de loonschalen gekoppeld aan de anciënniteit gebeuren de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardatum van de overeenkomst.

HOOFDSTUK III : BESTEDING

Art. 7.
§ 1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikels 5 en 11, en overwegende dat op de datum van sluiting van deze overeenkomst elk middellange- en langetermijnperspectief inzake financiering in het kader van het decreet betreffende de tewerkstelling ontbreekt, verbinden de werkgevers zich ertoe om de bijkomende middelen die voor 2012 door de Franse Gemeenschap in het kader van het non-profitakkoord van 19 september 2011 worden gestort, te besteden aan de verhoging van de loonmassa om de verbetering van de lonen mogelijk te maken, ten belope van de kosten van het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de voorwaarden vervat in de artikels 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100 pct. van de loonschalen bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 (Waals Gewest), werkgeverslasten inbegrepen.
Voor de akkoorden van de non-profit gesloten na 1 januari 2012, op voorwaarde dat hierin een maatregel staat met het oog op de harmonisering van de loonschalen, verbinden de werkgevers zich ertoe om de bijkomende middelen te besteden die hierin zouden worden gewijd aan de verhoging van de loonmassa om de verbetering van de lonen mogelijk te maken, ten belope van de kosten bedoeld in het vorige lid.
De verhoging van de loonmassa om de verbetering van de lonen mogelijk te maken moet op een billijke manier worden verdeeld onder de werknemers.
De besteding van de sommen mag niet steunen op sommen die voortvloeien uit de toekenning van voordelen die reeds bestonden bij de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de loonvoorwaarden voor

sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap, behalve voor deze die voortvloeit uit de evolutie van de loonschalen of uit de besteding van de bijkomende middelen, bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten van 15 december 2003, van 3 juni 2005, van 10 maart 2006, van 5 oktober 2006, van 26 november 2007, van 15 december 2008, van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap, alsook bij toepassing van de latere overeenkomsten van dezelfde aard tot uitvoering van het akkoord van de non-profit.
Behalve als er hierover een akkoord wordt of werd gesloten in de ondernemingsraad, met de vakbondsafvaardiging of, indien deze organen niet bestaan, bij collectieve arbeidsovereenkomst, komen de toegekende voorwaarden die niet onderworpen zijn aan de betaling van sociale zekerheidsbijdragen niet in aanmerking in de loonsom, zoals vermeld in dit artikel.

§ 2. Indien de jaarlijkse loonsom, bekendgemaakt aan elke van de werknemers, gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100 pct. van de loonschalen bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002, is § 1 van dit artikel niet van toepassing.

§ 3. De werkgever bezorgt elke werknemer een document met daarin, voor het jaar 2012, onderstaande gegevens, uiterlijk op het einde van de maand die volgt op de mededeling aan de vereniging door de administratie van de Franse Gemeenschap van de eensluidende kennisgeving van alle subsidies verschuldigd krachtens voornoemd decreet van 24 oktober 2008, BS 12 november 2008, betreffende de socio-culturele tewerkstelling

1. Bepaling van de te besteden som in de vereniging in 2012

1.1 <u>Bijkomende middelen</u> bij die van 2011 voor de periode 2012 krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2008, betreffende de tewerkstelling in de socio-culturele sector. Het gaat om het verschil tussen :
- de beloofde toelagen in functie
° van het aantal "betoelaagde of vaste banen" of "gegradueerde bibliothecarissen", zoals in aanmerking genomen door de Franse Gemeenschap in 2012, uitgedrukt in voltijdse equivalenten,
° in voorkomend geval, van het aantal "gewezen-IBFW" banen zoals in aanmerking genomen door de Franse Gemeenschap in 2012, uitgedrukt in voltijdse equivalenten
° en in functie van het totale aantal banen van de vereniging die voorkomen in het kadaster dat de Franse Gemeenschap heeft ingevoerd, en die aanleiding geven tot bijkomende betoelaging
- en de in hetzelfde kader in 2011 beloofde toelagen, na aftrek van de subsidies besteed aan de financiering van de uitzonderlijke premie bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17-10-2011 tot invoering van een uitzonderlijke premie voor de werknemers ter uitvoering van het non-profitakkoord 2010-2011 van 19-09-2011 in de Franse Gemeenschap voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangt van de Franse Gemeenschap (registratienummer : 106913).

1.2. <u>Loonsom die voortvloeit uit de toepassing van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2008</u> vóór elke besteding die zou zijn gebeurd krachtens artikel 7 (A) : het gaat om de som van de lonen 2011 en van de

overeenstemmende verschuldigde werkgeversbijdragen in 2011 op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de loonschalen voor de periode 2011 maar door aftrek van de sommen besteed aan de gedane besteding, in dit geval in 2011 alsook de bedragen voorbehouden aan de betaling van de uitzonderlijke premies bedoeld door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17-10-2011 tot invoering van een uitzonderlijke premie voor de werknemers ter uitvoering van het non-profitakkoord 2010-2011 van 19-09-2011 in de Franse Gemeenschap voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangt van de Franse Gemeenschap (registratienummer : 106913).

1.3. Loonsom die voortvloeit uit de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst voor de periode 2012 vóór elke besteding die zou zijn gebeurd krachtens artikel 7 (B) : het gaat om de som van de lonen 2012 en van de overeenstemmende verschuldigde werkgeversbijdragen in 2012 op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de regularisatie verschuldigd op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst, maar met uitsluiting van de sommen besteed aan de eventueel uitgevoerde besteding in 2011.

1.4. Kosten van de verhoging van de loonschalen voor de periode 2012 : het gaat om het verschil tussen B en A.

1.5. Besteding die voortvloeit uit de vorige jaren :
het gaat om de bedragen die voortkomen uit bestedingsvoorzieningen van de vorige periodes.

1.6. Te besteden geplafonneerde som die voortvloeit uit de periode 2012
De beschikbare som voor de besteding is gelijk aan de bijkomende middelen (1.1.) aangevuld met de sommen die voortvloeien uit de besteding gedaan tijdens de vorige jaren (1.5.), met aftrek van de kosten van de regularisatie van de loonschalen (1.4.), rekening houdend met het plafond dat van toepassing is voor de besteding, zoals bepaald in artikel 7, § 2 van deze overeenkomst.

2. Bestedingsmethode

Voor zover er een som beschikbaar is voor de besteding, gaat het om een omschrijving van de wijze waarom de sommen bepaald in punt 1.6. gelijk worden verdeeld onder de werknemers van de vereniging.

Deze gegevens worden medegedeeld aan de vakbondsafvaardiging, aan de ondernemingsraad of aan het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Voor de bepaling van de te besteden som in de vereniging in 2012 kan de werkgever deze informatie mededelen volgens een andere berekeningsmethode voor zover deze het mogelijk maakt om de te besteden som te identificeren en een doorzichtige informatie te waarborgen over de bijkomende middelen en over de loonmassa en de evolutie ervan.
Het bedrag dat elke werknemer te beurt valt, staat op zijn loonfiche en zal vermeld worden in een berekeningsnota op het ogenblik van de vereffening ervan.

Deze procedure van openbaarheid wordt van jaar tot jaar toegepast waarbij rekening wordt gehouden met het jaar van subsidiëring (bijvoorbeeld 2012 in het punt hierboven) ten opzichte van het jaar dat voorafgaat (bijvoorbeeld 2011 in het punt hierboven).

Art. 8.
Voor de toepassing van de bestedingsprocedure beoogd in artikel 7 van deze collectieve overeenkomst, bestaat het minimumbedrag van de eindejaarspremie uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.
Het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 5, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.
Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het loon dat verschuldigd is aan de werknemer voor de maand oktober van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 12. Als de werknemer geen loon heeft genoten voor de maand oktober van het betrokken jaar, is het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het variabel gedeelte van de eindejaarspremie datgene wat als basis zou hebben gediend om zijn loon te berekenen voor deze maand, als dit verschuldigd was geweest.
Voor deeltijdse werknemers wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte berekend naar rato van hun arbeidsregeling.

Art. 9.
Voor de toepassing van de bestedingsprocedure beoogd in artikel 7 van deze collectieve overeenkomst, loopt de referentieperiode voor de berekening van de eindejaarspremie van 1 januari tot 30 september.
Wanneer de werknemer tijdens de gehele referentieperiode niet tewerkgesteld is geweest bij dezelfde werkgever, wordt het bedrag van de eindejaarspremie vastgesteld in verhouding tot het aantal tewerkstellingsdagen in de onderneming tijdens de referentieperiode.
Bovendien wordt het bedrag van de premie verminderd naar rato van de afwezigheden die voorgevallen zijn in de loop van het jaar, andere dan die welke voortvloeien uit de toepassing van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen inzake jaarlijkse vakantie, wettelijke feestdagen, kort verzuim, beroepsziekte, arbeidsongeval en bevallingsrust, ouderschapsverlof en periodes van ziekte of ongeval, gedekt door een gewaarborgd loon.

HOOFDSTUK IV : KOPPELING VAN DE LOONSCHALEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN

Art. 10.
Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de lonen bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997 betreffende de koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, worden de loonschalen vermeld in bijlage 1 gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, maandelijks opgemaakt door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie en gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, en worden aangepast volgens de bepalingen van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 september 1997.
De spilindex voor bijlage 1 bedraagt 114, 97 (basis 2004=100).

HOOFDSTUK V. DIVERSE BEPALINGEN

Art. 11.
Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, moet de eventuele herziening van de jaarlijkse loonsommen in de instellingen waar het totaal van de lonen en voordelen gelijk is aan, of hoger dan die welke bepaald zijn door deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden besproken door de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

HOOFDSTUK VI. AFREKENING VAN DE VOORDELEN

Art. 12.
De partijen komen overeen dat de voordelen toegekend door deze collectieve arbeidsovereenkomst voor de periode 2012, krachtens artikel 2 (bijlage 1) aan de werknemers zullen verrekend worden vanaf 1 januari 2012 en dat de bedragen bedoeld in artikel 7 van deze overeenkomst desgevallend zullen worden verrekend uiterlijk binnen de twee maanden die volgen op de verrekening van de betreffende subsidies door de betrokken administraties.

HOOFDSTUK VII. GELDIGHEIDSDUUR

Art. 13.
De collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2008 tot vaststelling van de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : productieateliers, bibliotheken, culturele centra, jongerencentra, permanente opvoeding, sportfederaties, "La Médiathèque", jongerenorganisaties, lokale televisies wordt vervangen door deze collectieve arbeidsovereenkomst.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2012 voor onbepaalde tijd.
Zij kan door alle partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité.

BIJLAGEN

BIJLAGE 1
Lonen vanaf 1 januari 2012

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour
Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeu 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 1 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	17.846,64	1.487,22	9,03
1	19.341,12	1.611,76	9,79
2	19.443,12	1.620,26	9,84
3	19.544,64	1.628,72	9,89
4	19.646,04	1.637,17	9,94
5	19.747,44	1.645,62	9,99
6	19.848,96	1.654,08	10,05
7	19.950,96	1.662,58	10,10
8	20.052,60	1.671,05	10,15
9	20.154,00	1.679,50	10,20
10	20.779,80	1.731,65	10,52
11	20.880,84	1.740,07	10,57
12	20.982,72	1.748,56	10,62
13	21.084,24	1.757,02	10,67
14	21.185,64	1.765,47	10,72
15	21.287,76	1.773,98	10,77
16	21.389,52	1.782,46	10,82
17	21.490,32	1.790,86	10,88
18	21.592,08	1.799,34	10,93
19	21.693,96	1.807,83	10,98
20	21.795,60	1.816,30	11,03
21	21.897,00	1.824,75	11,08
22	21.998,76	1.833,23	11,13
23	22.100,16	1.841,68	11,18
24	22.201,92	1.850,16	11,24
25	22.303,56	1.858,63	11,29
26	22.405,20	1.867,10	11,34
27	22.506,84	1.875,57	11,39
28	22.506,84	1.875,57	11,39
29	22.506,84	1.875,57	11,39
30	22.506,84	1.875,57	11,39
31	22.506,84	1.875,57	11,39

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 2 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	19.552,68	1.629,39	9,90
1	21.098,40	1.758,20	10,68
2	21.301,44	1.775,12	10,78
3	21.504,48	1.792,04	10,88
4	21.707,88	1.808,99	10,99
5	21.910,68	1.825,89	11,09
6	22.113,72	1.842,81	11,19
7	22.317,12	1.859,76	11,29
8	22.520,16	1.876,68	11,40
9	22.723,20	1.893,60	11,50
10	23.520,24	1.960,02	11,90
11	23.764,08	1.980,34	12,03
12	24.007,80	2.000,65	12,15
13	24.251,64	2.020,97	12,27
14	24.494,76	2.041,23	12,40
15	24.738,48	2.061,54	12,52
16	24.982,32	2.081,86	12,64
17	25.226,16	2.102,18	12,77
18	25.469,76	2.122,48	12,89
19	25.713,72	2.142,81	13,01
20	25.957,20	2.163,10	13,14
21	26.200,44	2.183,37	13,26
22	26.444,28	2.203,69	13,38
23	26.688,24	2.224,02	13,51
24	26.932,08	2.244,34	13,63
25	27.175,56	2.264,63	13,75
26	27.419,28	2.284,94	13,88
27	27.663,24	2.305,27	14,00
28	27.906,60	2.325,55	14,12
29	28.153,56	2.346,13	14,25
30	28.153,56	2.346,13	14,25
31	28.153,56	2.346,13	14,25

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour

Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 3 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	22.108,44	1.842,37	11,19
1	23.787,96	1.982,33	12,04
2	23.787,96	1.982,33	12,04
3	24.858,24	2.071,52	12,58
4	24.858,24	2.071,52	12,58
5	25.977,00	2.164,75	13,15
6	25.977,00	2.164,75	13,15
7	27.145,92	2.262,16	13,74
8	27.145,92	2.262,16	13,74
9	28.367,40	2.363,95	14,36
10	28.367,40	2.363,95	14,36
11	29.643,96	2.470,33	15,00
12	29.643,96	2.470,33	15,00
13	30.977,76	2.581,48	15,68
14	30.977,76	2.581,48	15,68
15	32.000,40	2.666,70	16,19
16	32.000,40	2.666,70	16,19
17	32.508,60	2.709,05	16,45
18	32.508,60	2.709,05	16,45
19	33.299,16	2.774,93	16,85
20	33.299,16	2.774,93	16,85
21	34.089,24	2.840,77	17,25
22	34.089,24	2.840,77	17,25
23	34.879,68	2.906,64	17,65
24	34.879,68	2.906,64	17,65
25	35.670,36	2.972,53	18,05
26	35.670,36	2.972,53	18,05
27	36.460,20	3.038,35	18,45
28	36.460,20	3.038,35	18,45
29	36.460,20	3.038,35	18,45
30	36.460,20	3.038,35	18,45
31	36.460,20	3.038,35	18,45

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour
Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 4.1 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	23.959,92	1.996,66	12,13
1	25.704,12	2.142,01	13,01
2	25.704,12	2.142,01	13,01
3	27.030,36	2.252,53	13,68
4	27.030,36	2.252,53	13,68
5	28.425,24	2.368,77	14,39
6	28.425,24	2.368,77	14,39
7	29.891,76	2.490,98	15,13
8	29.891,76	2.490,98	15,13
9	31.434,60	2.619,55	15,91
10	31.434,60	2.619,55	15,91
11	33.056,64	2.754,72	16,73
12	33.056,64	2.754,72	16,73
13	34.762,44	2.896,87	17,59
14	34.762,44	2.896,87	17,59
15	36.152,52	3.012,71	18,30
16	36.152,52	3.012,71	18,30
17	37.598,76	3.133,23	19,03
18	37.598,76	3.133,23	19,03
19	39.102,24	3.258,52	19,79
20	39.102,24	3.258,52	19,79
21	39.841,32	3.320,11	20,16
22	39.841,32	3.320,11	20,16
23	40.632,24	3.386,02	20,56
24	40.632,24	3.386,02	20,56
25	41.422,20	3.451,85	20,96
26	41.422,20	3.451,85	20,96
27	42.212,28	3.517,69	21,36
28	42.212,28	3.517,69	21,36
29	42.212,28	3.517,69	21,36
30	42.212,28	3.517,69	21,36
31	42.212,28	3.517,69	21,36

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour
Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 4.2 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	28.271,16	2.355,93	14,31
1	29.720,76	2.476,73	15,04
2	29.720,76	2.476,73	15,04
3	30.774,96	2.564,58	15,57
4	30.774,96	2.564,58	15,57
5	31.828,56	2.652,38	16,11
6	31.828,56	2.652,38	16,11
7	32.882,76	2.740,23	16,64
8	32.882,76	2.740,23	16,64
9	33.936,36	2.828,03	17,17
10	34.463,64	2.871,97	17,44
11	35.517,12	2.959,76	17,97
12	35.517,12	2.959,76	17,97
13	36.571,20	3.047,60	18,51
14	36.571,20	3.047,60	18,51
15	37.624,80	3.135,40	19,04
16	37.624,80	3.135,40	19,04
17	38.678,52	3.223,21	19,57
18	38.678,52	3.223,21	19,57
19	39.732,60	3.311,05	20,11
20	39.732,60	3.311,05	20,11
21	40.786,68	3.398,89	20,64
22	40.786,68	3.398,89	20,64
23	41.839,92	3.486,66	21,17
24	41.839,92	3.486,66	21,17
25	42.894,12	3.574,51	21,71
26	42.894,12	3.574,51	21,71
27	43.947,60	3.662,30	22,24
28	43.947,60	3.662,30	22,24
29	43.947,60	3.662,30	22,24
30	43.947,60	3.662,30	22,24
31	43.947,60	3.662,30	22,24

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour
Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 5 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	30.893,88	2.574,49	15,63
1	32.117,04	2.676,42	16,25
2	32.117,04	2.676,42	16,25
3	33.010,80	2.750,90	16,71
4	33.010,80	2.750,90	16,71
5	33.904,56	2.825,38	17,16
6	33.904,56	2.825,38	17,16
7	34.799,16	2.899,93	17,61
8	34.799,16	2.899,93	17,61
9	35.692,68	2.974,39	18,06
10	36.219,60	3.018,30	18,33
11	37.113,84	3.092,82	18,78
12	37.113,84	3.092,82	18,78
13	38.007,60	3.167,30	19,23
14	38.007,60	3.167,30	19,23
15	38.901,72	3.241,81	19,69
16	38.901,72	3.241,81	19,69
17	39.795,72	3.316,31	20,14
18	39.795,72	3.316,31	20,14
19	40.689,24	3.390,77	20,59
20	40.689,24	3.390,77	20,59
21	41.583,36	3.465,28	21,04
22	41.583,36	3.465,28	21,04
23	42.477,60	3.539,80	21,50
24	42.477,60	3.539,80	21,50
25	43.371,60	3.614,30	21,95
26	43.371,60	3.614,30	21,95
27	44.265,24	3.688,77	22,40
28	44.265,24	3.688,77	22,40
29	44.265,24	3.688,77	22,40
30	44.265,24	3.688,77	22,40
31	44.265,24	3.688,77	22,40

Annexe 1 à la convention collective de travail du 19 décembre 2011

Barèmes SCP 329.02

Rémunérations à partir du 1er janvier 2012

Pour
Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeune 94,14%
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Echelon 6 Pivot = 114,97 (base 2004)

	Annuel	Mensuel	Horaire
0	32.267,16	2.688,93	16,33
1	33.848,40	2.820,70	17,13
2	33.848,40	2.820,70	17,13
3	35.264,64	2.938,72	17,85
4	35.264,64	2.938,72	17,85
5	36.680,64	3.056,72	18,56
6	36.680,64	3.056,72	18,56
7	38.096,76	3.174,73	19,28
8	38.096,76	3.174,73	19,28
9	39.513,00	3.292,75	20,00
10	40.039,80	3.336,65	20,26
11	41.455,44	3.454,62	20,98
12	41.455,44	3.454,62	20,98
13	42.872,04	3.572,67	21,70
14	42.872,04	3.572,67	21,70
15	44.288,04	3.690,67	22,41
16	44.288,04	3.690,67	22,41
17	45.704,16	3.808,68	23,13
18	45.704,16	3.808,68	23,13
19	47.120,40	3.926,70	23,85
20	47.120,40	3.926,70	23,85
21	48.536,40	4.044,70	24,56
22	48.536,40	4.044,70	24,56
23	49.952,40	4.162,70	25,28
24	49.952,40	4.162,70	25,28
25	49.952,40	4.162,70	25,28
26	49.952,40	4.162,70	25,28
27	49.952,40	4.162,70	25,28
28	49.952,40	4.162,70	25,28
29	49.952,40	4.162,70	25,28
30	49.952,40	4.162,70	25,28
31	49.952,40	4.162,70	25,28

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor

Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, 94,14%
Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties,
Locale televisies

Schaal 1 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	17.846,64	1.487,22	9,03
1	19.341,12	1.611,76	9,79
2	19.443,12	1.620,26	9,84
3	19.544,64	1.628,72	9,89
4	19.646,04	1.637,17	9,94
5	19.747,44	1.645,62	9,99
6	19.848,96	1.654,08	10,05
7	19.950,96	1.662,58	10,10
8	20.052,60	1.671,05	10,15
9	20.154,00	1.679,50	10,20
10	20.779,80	1.731,65	10,52
11	20.880,84	1.740,07	10,57
12	20.982,72	1.748,56	10,62
13	21.084,24	1.757,02	10,67
14	21.185,64	1.765,47	10,72
15	21.287,76	1.773,98	10,77
16	21.389,52	1.782,46	10,82
17	21.490,32	1.790,86	10,88
18	21.592,08	1.799,34	10,93
19	21.693,96	1.807,83	10,98
20	21.795,60	1.816,30	11,03
21	21.897,00	1.824,75	11,08
22	21.998,76	1.833,23	11,13
23	22.100,16	1.841,68	11,18
24	22.201,92	1.850,16	11,24
25	22.303,56	1.858,63	11,29
26	22.405,20	1.867,10	11,34
27	22.506,84	1.875,57	11,39
28	22.506,84	1.875,57	11,39
29	22.506,84	1.875,57	11,39
30	22.506,84	1.875,57	11,39
31	22.506,84	1.875,57	11,39

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor

Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, 94,14%
Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties,
Locale televisies

Schaal 2 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	19.552,68	1.629,39	9,90
1	21.098,40	1.758,20	10,68
2	21.301,44	1.775,12	10,78
3	21.504,48	1.792,04	10,88
4	21.707,88	1.808,99	10,99
5	21.910,68	1.825,89	11,09
6	22.113,72	1.842,81	11,19
7	22.317,12	1.859,76	11,29
8	22.520,16	1.876,68	11,40
9	22.723,20	1.893,60	11,50
10	23.520,24	1.960,02	11,90
11	23.764,08	1.980,34	12,03
12	24.007,80	2.000,65	12,15
13	24.251,64	2.020,97	12,27
14	24.494,76	2.041,23	12,40
15	24.738,48	2.061,54	12,52
16	24.982,32	2.081,86	12,64
17	25.226,16	2.102,18	12,77
18	25.469,76	2.122,48	12,89
19	25.713,72	2.142,81	13,01
20	25.957,20	2.163,10	13,14
21	26.200,44	2.183,37	13,26
22	26.444,28	2.203,69	13,38
23	26.688,24	2.224,02	13,51
24	26.932,08	2.244,34	13,63
25	27.175,56	2.264,63	13,75
26	27.419,28	2.284,94	13,88
27	27.663,24	2.305,27	14,00
28	27.906,60	2.325,55	14,12
29	28.153,56	2.346,13	14,25
30	28.153,56	2.346,13	14,25
31	28.153,56	2.346,13	14,25

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor
Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, 94,14%
Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties,
Locale televisies

Schaal 3 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	22.108,44	1.842,37	11,19
1	23.787,96	1.982,33	12,04
2	23.787,96	1.982,33	12,04
3	24.858,24	2.071,52	12,58
4	24.858,24	2.071,52	12,58
5	25.977,00	2.164,75	13,15
6	25.977,00	2.164,75	13,15
7	27.145,92	2.262,16	13,74
8	27.145,92	2.262,16	13,74
9	28.367,40	2.363,95	14,36
10	28.367,40	2.363,95	14,36
11	29.643,96	2.470,33	15,00
12	29.643,96	2.470,33	15,00
13	30.977,76	2.581,48	15,68
14	30.977,76	2.581,48	15,68
15	32.000,40	2.666,70	16,19
16	32.000,40	2.666,70	16,19
17	32.508,60	2.709,05	16,45
18	32.508,60	2.709,05	16,45
19	33.299,16	2.774,93	16,85
20	33.299,16	2.774,93	16,85
21	34.089,24	2.840,77	17,25
22	34.089,24	2.840,77	17,25
23	34.879,68	2.906,64	17,65
24	34.879,68	2.906,64	17,65
25	35.670,36	2.972,53	18,05
26	35.670,36	2.972,53	18,05
27	36.460,20	3.038,35	18,45
28	36.460,20	3.038,35	18,45
29	36.460,20	3.038,35	18,45
30	36.460,20	3.038,35	18,45
31	36.460,20	3.038,35	18,45

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor
Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, 94,14%
Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties,
Locale televisies

Schaal 4.1 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	23.959,92	1.996,66	12,13
1	25.704,12	2.142,01	13,01
2	25.704,12	2.142,01	13,01
3	27.030,36	2.252,53	13,68
4	27.030,36	2.252,53	13,68
5	28.425,24	2.368,77	14,39
6	28.425,24	2.368,77	14,39
7	29.891,76	2.490,98	15,13
8	29.891,76	2.490,98	15,13
9	31.434,60	2.619,55	15,91
10	31.434,60	2.619,55	15,91
11	33.056,64	2.754,72	16,73
12	33.056,64	2.754,72	16,73
13	34.762,44	2.896,87	17,59
14	34.762,44	2.896,87	17,59
15	36.152,52	3.012,71	18,30
16	36.152,52	3.012,71	18,30
17	37.598,76	3.133,23	19,03
18	37.598,76	3.133,23	19,03
19	39.102,24	3.258,52	19,79
20	39.102,24	3.258,52	19,79
21	39.841,32	3.320,11	20,16
22	39.841,32	3.320,11	20,16
23	40.632,24	3.386,02	20,56
24	40.632,24	3.386,02	20,56
25	41.422,20	3.451,85	20,96
26	41.422,20	3.451,85	20,96
27	42.212,28	3.517,69	21,36
28	42.212,28	3.517,69	21,36
29	42.212,28	3.517,69	21,36
30	42.212,28	3.517,69	21,36
31	42.212,28	3.517,69	21,36

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor
Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, 94,14%
Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties,
Locale televisies

Schaal 4,2 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	28.271,16	2.355,93	14,31
1	29.720,76	2.476,73	15,04
2	29.720,76	2.476,73	15,04
3	30.774,96	2.564,58	15,57
4	30.774,96	2.564,58	15,57
5	31.828,56	2.652,38	16,11
6	31.828,56	2.652,38	16,11
7	32.882,76	2.740,23	16,64
8	32.882,76	2.740,23	16,64
9	33.936,36	2.828,03	17,17
10	34.463,64	2.871,97	17,44
11	35.517,12	2.959,76	17,97
12	35.517,12	2.959,76	17,97
13	36.571,20	3.047,60	18,51
14	36.571,20	3.047,60	18,51
15	37.624,80	3.135,40	19,04
16	37.624,80	3.135,40	19,04
17	38.678,52	3.223,21	19,57
18	38.678,52	3.223,21	19,57
19	39.732,60	3.311,05	20,11
20	39.732,60	3.311,05	20,11
21	40.786,68	3.398,89	20,64
22	40.786,68	3.398,89	20,64
23	41.839,92	3.486,66	21,17
24	41.839,92	3.486,66	21,17
25	42.894,12	3.574,51	21,71
26	42.894,12	3.574,51	21,71
27	43.947,60	3.662,30	22,24
28	43.947,60	3.662,30	22,24
29	43.947,60	3.662,30	22,24
30	43.947,60	3.662,30	22,24
31	43.947,60	3.662,30	22,24

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor

Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Locale televisies 94,14%

Schaal 5 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	30.893,88	2.574,49	15,63
1	32.117,04	2.676,42	16,25
2	32.117,04	2.676,42	16,25
3	33.010,80	2.750,90	16,71
4	33.010,80	2.750,90	16,71
5	33.904,56	2.825,38	17,16
6	33.904,56	2.825,38	17,16
7	34.799,16	2.899,93	17,61
8	34.799,16	2.899,93	17,61
9	35.692,68	2.974,39	18,06
10	36.219,60	3.018,30	18,33
11	37.113,84	3.092,82	18,78
12	37.113,84	3.092,82	18,78
13	38.007,60	3.167,30	19,23
14	38.007,60	3.167,30	19,23
15	38.901,72	3.241,81	19,69
16	38.901,72	3.241,81	19,69
17	39.795,72	3.316,31	20,14
18	39.795,72	3.316,31	20,14
19	40.689,24	3.390,77	20,59
20	40.689,24	3.390,77	20,59
21	41.583,36	3.465,28	21,04
22	41.583,36	3.465,28	21,04
23	42.477,60	3.539,80	21,50
24	42.477,60	3.539,80	21,50
25	43.371,60	3.614,30	21,95
26	43.371,60	3.614,30	21,95
27	44.265,24	3.688,77	22,40
28	44.265,24	3.688,77	22,40
29	44.265,24	3.688,77	22,40
30	44.265,24	3.688,77	22,40
31	44.265,24	3.688,77	22,40

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2011

Loonschalen PSC 329.02

Lonen vanaf 1 januari 2012

Voor

Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, jongerencentra, Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Locale televisies 94,14%

Schaal 6 Spil = 114,97 (basis 2004)

	Jaarloon	Maandloon	Uurloon
0	32.267,16	2.688,93	16,33
1	33.848,40	2.820,70	17,13
2	33.848,40	2.820,70	17,13
3	35.264,64	2.938,72	17,85
4	35.264,64	2.938,72	17,85
5	36.680,64	3.056,72	18,56
6	36.680,64	3.056,72	18,56
7	38.096,76	3.174,73	19,28
8	38.096,76	3.174,73	19,28
9	39.513,00	3.292,75	20,00
10	40.039,80	3.336,65	20,26
11	41.455,44	3.454,62	20,98
12	41.455,44	3.454,62	20,98
13	42.872,04	3.572,67	21,70
14	42.872,04	3.572,67	21,70
15	44.288,04	3.690,67	22,41
16	44.288,04	3.690,67	22,41
17	45.704,16	3.808,68	23,13
18	45.704,16	3.808,68	23,13
19	47.120,40	3.926,70	23,85
20	47.120,40	3.926,70	23,85
21	48.536,40	4.044,70	24,56
22	48.536,40	4.044,70	24,56
23	49.952,40	4.162,70	25,28
24	49.952,40	4.162,70	25,28
25	49.952,40	4.162,70	25,28
26	49.952,40	4.162,70	25,28
27	49.952,40	4.162,70	25,28
28	49.952,40	4.162,70	25,28
29	49.952,40	4.162,70	25,28
30	49.952,40	4.162,70	25,28
31	49.952,40	4.162,70	25,28